

Inventaire des archives de la commune de Piéton

Dépôt 2019

1782 - 1977 (1987)

BENJAMIN BRICHARD



INVENTAIRE DES ARCHIVES DE
LA COMMUNE DE PIÉTON

DÉPÔT 2019

1782 – 1977 (1987)

ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS

INVENTAIRES

173



Naamsvermelding - Niet Commercieel - Geen Afgeleide Werken

CC BY-NC-ND

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/nl/>

Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification

CC BY-NC-ND

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/>

ISBN : 978 94 6391 201 3

Archives générales du Royaume

D/2021/531/056

Numéro de commande: Publ. 6208

Archives générales du Royaume

2 rue de Ruysbroeck

1000 – Bruxelles

La liste complète de nos publications est consultable sur notre page électronique
(<http://arch.arch.be>)

Numéro de l'instrument: AEM.01.273

Inventaire des archives de
la commune de Piéton

Dépôt 2019

1782 – 1977 (1987)

Benjamin BRICHARD

Bruxelles
2021

INDICATIONS SOMMAIRES POUR L'UTILISATION

Commande des documents

Les archives décrites dans cet inventaire peuvent être demandées en communication via un terminal d'ordinateur se trouvant dans la salle de lecture, moyennant l'introduction du numéro de l'inventaire, mentionné sur la page de titre et dans le coin supérieur droit de chaque page. En l'occurrence ici, mentionnez :

AEM.01.273

Le document lui-même est commandé avec la cote, c'est-à-dire le numéro que vous trouverez à gauche avant chaque description d'archive.

Conditions d'accès et de reproduction

Les archives (hormis les registres de population et des étrangers) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

La reproduction est autorisée en tenant compte de la réglementation en vigueur.

Références aux archives

La première fois, on citera le fonds avec son nom complet, ensuite on pourra utiliser une référence abrégée.

Complet : ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS, *Commune de Piéton. Dépôt 2019*, n° [cote de l'article].

Abrégé : *AÉM, Com. Piéton 2019*, n° [cote de l'article].

TABLE DES MATIÈRES

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS	9
I. IDENTIFICATION	9
II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES	9
A. Producteur d'archives	9
1. <i>Nom</i>	9
2. <i>Historique</i>	9
3. <i>Compétences et activités</i>	10
4. <i>Organisation</i>	11
B. Archives	11
1. <i>Historique</i>	11
2. <i>Acquisition</i>	12
III. CONTENU ET STRUCTURE	12
A. Contenu	12
1. <i>Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins</i>	13
2. <i>Finances et fiscalité</i>	13
3. <i>Patrimoine</i>	13
4. <i>État civil</i>	14
5. <i>Population</i>	14
6. <i>Élections</i>	15
7. <i>Affaires militaires</i>	15
8. <i>Travaux publics</i>	15
9. <i>Enseignement</i>	15
10. <i>Bienfaisance ou assistance publique</i>	15
11. <i>Culte</i>	16
B. Sélections et éliminations.....	16
C. Accroissements/compléments	16
D. Mode de classement	17
IV. CONSULTATION ET UTILISATION.....	18
A. Conditions d'accès	18
B. Conditions de reproduction	18
C. Langues et écriture des documents	18
V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES	18
A. Documents apparentés	18
B. Bibliographie.....	19
VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION	20

INVENTAIRE	21
I. GÉNÉRALITÉS	21
A. Conseil communal.....	21
B. Collège des bourgmestre et échevins	21
C. Registres et/ou répertoires concernant les enquêtes publiques (« de commodo et incommodo »)	21
D. Correspondance générale	22
E. Tutelle administrative	22
F. Responsabilité, contentieux et actions en justice	22
II. ORGANISATION ET PERSONNEL	23
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	23
1. <i>Fusion</i>	23
2. <i>Territoire</i>	23
3. <i>Privilèges, sceau, armoiries et drapeau</i>	23
4. <i>Rang dans la classification des communes</i>	23
5. <i>Coopération intercommunale</i>	23
B. Bourgmestre	23
C. Personnel des services.....	23
1. <i>Effectifs, registres du personnel et autres états généraux</i>	23
2. <i>Dossiers du personnel administratif et technique</i>	24
3. <i>Dossiers du personnel enseignant</i>	24
III. PATRIMOINE.....	24
IV. FINANCES ET FISCALITÉ	27
A. Comptabilité du secrétariat	27
1. <i>Budgets et annexes</i>	27
2. <i>Emprunts</i>	27
B. Comptabilité du receveur	28
1. <i>Registres de comptabilité</i>	28
2. <i>Comptes et pièces justificatives</i>	29
3. <i>Entrée en fonction du receveur</i>	31
C. Impositions et taxes communales	32
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre	32
V. ÉTAT CIVIL.....	32
A. Registres de l'état civil et tables	32
B. Cimetières et funérailles.....	33
C. Autres documents.....	33
VI. POPULATION	33
A. Registres et mouvements de la population.....	33
B. Recensements et autres états de la population	34
C. Étrangers	34
VII. ÉLECTIONS.....	36
A. Généralités	36
B. Listes électorales et listes dérivées.....	36
C. Révision des listes électorales.....	36
D. Dossiers des élections	37

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES.....	37
A. Généralités	37
B. Milice et volontaires (1817-1976).....	37
1. 1817-1923.....	37
2. 1924-1976.....	38
C. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	39
D. Guerres et conséquences	40
IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS	41
A. Police.....	41
1. Généralités	41
2. Fonctionnement quotidien en général.....	41
3. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics ..	41
4. Missions de police administrative concernant la sécurité publique	42
5. Missions de police judiciaire.....	42
B. Défense aérienne passive (1934-1944)	43
C. Service d'incendie.....	43
X. SANTÉ PUBLIQUE.....	43
A. Généralités	43
B. Services communaux	43
1. Service communal pour l'environnement.....	43
2. Inspection médicale scolaire	44
3. Examen médical préventif de la population organisé par la commune	44
4. Service communal de vidange et de nettoyage / immondices.....	44
C. Exécution des tâches communales	44
1. Lutte contre les maladies épidémiques.....	44
2. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce	44
3. Police sanitaire des animaux	45
4. Contrôle de la salubrité des habitations et logements	45
5. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	45
XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME.....	50
A. Généralités	50
B. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses	51
1. Maison communale.....	51
2. Bâtiments scolaires.....	51
3. Bâtiments affectés aux sports	52
4. Église Saint-Jean-Baptiste	52
5. Cimetière	52
6. Monument.....	52
C. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	53
1. Généralités	53
2. Voirie communale (y compris les ponts, les égouts, etc.).....	53
3. Voirie nationale	56
D. Travaux et inspection des cours d'eau	56
E. Services d'utilité publique	56
1. Généralités	56

2. <i>Distribution d'eau</i>	57
3. <i>Distribution de gaz</i>	58
4. <i>Distribution d'électricité</i>	58
5. <i>Téléphone</i>	59
6. <i>Transports en commun</i>	59
F. <i>Aménagement du territoire</i>	59
1. <i>Plans communaux</i>	59
2. <i>Permis de bâtir</i>	60
3. <i>Permis de lotir</i>	60
G. <i>Rénovation urbaine</i>	60
XII. <i>ENSEIGNEMENT</i>	60
A. <i>Généralités</i>	60
B. <i>Organisation</i>	60
C. <i>Bâtiments</i>	61
D. <i>Équipement</i>	61
E. <i>Finances</i>	61
F. <i>Obligation scolaire</i>	61
XIII. <i>CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS</i>	61
A. <i>Culture</i>	61
B. <i>Sports</i>	62
C. <i>Fêtes</i>	62
D. <i>Tourisme</i>	62
XIV. <i>ÉCONOMIE</i>	62
A. <i>Généralités</i>	62
B. <i>Agriculture et sylviculture</i>	63
C. <i>Élevage</i>	63
D. <i>Industrie et artisanat</i>	63
E. <i>Commerce</i>	63
F. <i>Circulation</i>	64
XV. <i>AFFAIRES SOCIALES</i>	64
A. <i>Affaires sociales</i>	64
1. <i>Généralités</i>	64
2. <i>Exécution des tâches communales</i>	64
a. <i>Prise en charge des chômeurs, placement</i>	64
b. <i>Aide familiale, primes de naissance</i>	64
c. <i>Aide sociale à l'enfance et à la jeunesse</i>	65
d. <i>Aide aux personnes âgées</i>	65
e. <i>Aide aux personnes handicapées</i>	65
f. <i>Logements sociaux</i>	65
B. <i>Règlementation du travail</i>	66
XVI. <i>TUTELLE COMMUNALE SUR LA FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA PAROISSE SAINT-JEAN-BAPTISTE</i>	66

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS

I. IDENTIFICATION

<i>Référence:</i>	BE AÉM, Com. Piéton. Dépôt 2019 (524 – 1043)
<i>N° de l'instrument:</i>	AEM.01.273
<i>Nom:</i>	Archives de la commune de Piéton. Dépôt 2019
<i>Dates:</i>	1782-1977 (1987)
<i>Niveau de description:</i>	Fonds d'archives
<i>Importance matérielle:</i>	815 articles (20,50 mètres linéaires)

II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES

A. PRODUCTEUR D'ARCHIVES

1. NOM

Commune de Piéton

2. HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1^{er} octobre 1795), avait instauré des « municipalités de canton ». Entre 1795 et 1800, Piéton dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Fontaine-l'Évêque, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Piéton devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Fontaine-l'Évêque¹.

La commune fait partie du département de Jemappes (1796-1815) puis de la province de Hainaut ; de l'arrondissement administratif de Charleroi et de l'arrondissement judiciaire de Thuin à partir de 1796, puis de Charleroi à partir de 1800. Piéton relève par ailleurs du canton de milice de Fontaine-l'Évêque à partir de 1817².

La commune porte le nom de la rivière le Piéton, affluent de la Sambre, naissant sur son territoire. Au début du XIX^e siècle, l'agriculture constitue le secteur économique principal de la localité. Cependant, la clouterie apparaît comme l'industrie emblématique de Piéton : apparue déjà sous l'Ancien Régime, elle subsiste jusque dans les années 1980. Quant à l'exploitation du charbon, la première concession remonte à 1843. En 1875, les charbonnages de Monceau-Fontaine, fondés en 1836, acquièrent ceux de Piéton-Campagne et du Bois des Vallées. Un puits d'extraction est encore en activité en 1978, occupant près de deux-cents ouvriers. À cet égard, Piéton demeure, au lendemain de la fusion des communes,

¹ VRIELINCK S., *De territoriale indeling van België (1795-1963)*, Louvain, 2000, 3 volumes.

² *Idem.*

l'une des rares communes du bassin houiller de Charleroi, voire même de toute la Wallonie, où l'industrie charbonnière n'a pas totalement disparu.

La population de Piéton évolue comme suit : 325 habitants en 1784, 382 en 1801, 485 en 1806, 556 en 1830, 693 en 1846, 776 en 1856, 946 en 1866, 1241 en 1876, 1348 en 1890, 1613 en 1900, 1878 en 1910, 2000 en 1930, 2108 en 1947, 2435 en 1961 et 2587 en 1976, pour une superficie de 703 hectares.

Le 1^{er} janvier 1977, la commune de Piéton est fusionnée avec les communes de Chapelle-lez-Herlaimont et Godarville pour former l'actuelle commune de Chapelle-lez-Herlaimont. La fusion forme une entité de 13.828 habitants pour 1.802 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : « Création d'une commune importante aux confins des régions de Charleroi et du Centre, ce qui continuera à avantager le rapide développement résidentiel des localités concernées. Ces trois communes ont un même caractère, de nombreuses affinités et des intérêts communs »³.

3. COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

« Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux⁴ ».

³ Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, *Moniteur belge*, 25 septembre 1975.

⁴ *Pasinomie*, 1^{re} série, t. 1^{er}, *Lois françaises*, Bruxelles, 1833, p. 66.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

4. ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

B. ARCHIVES

1. HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : « Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ». Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc exclusivement sur le dossier central de la commune de Chapelle-lez-Herlaimont constitué par les Archives de l'État à Mons⁵.

⁵ ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS, *Dossiers centraux*, dossier « Commune de Chapelle-lez-Herlaimont ».

La première situation connue est celle brossée par le rapport d'inspection et de mesurage des archives de la commune, inspection menée par Laurent Honnoré le 19 novembre 2002. À cette date, les archives communales sont conservées sur deux sites : dans les bâtiments de la maison communale (16 place de l'Hôtel de Ville, 7160 Chapelle-lez-Herlaimont) et dans l'ancienne maison privée du docteur R. Darquenne, devenue bâtiment communal et abritant une partie des services communaux (8 rue du Huit Mai, 7160 Chapelle-lez-Herlaimont). Notons qu'une partie des archives des anciennes communes de Chapelle-lez-Herlaimont et Godarville était conservée aux archives de la ville de La Louvière ; déposées à La Louvière en 1990, ces archives seront de nouveau transférées à Chapelle-lez-Herlaimont en 2003.

Les caves de la maison communale de Chapelle-lez-Herlaimont sont jugées adéquates à la conservation d'archives dans la mesure où l'espace théorique disponible de conservation ne manque pas. Malheureusement, lesdites caves n'étaient jamais entretenues : une épaisse couche de saleté et de poussière recouvrait les documents. La situation était particulièrement critique dans le local où les archives de l'ancienne commune de Piéton étaient conservées. En effet, d'importants travaux de plafonnage et d'électricité y ont été exécutés vraisemblablement dans les années 1990, sans que les boîtes ne soient déplacées, ni même protégées. Les archives se sont retrouvées couvertes de poussière de brique, de cailloux, de gravats et de sciure ; de nombreux documents, retirés de cartons mais jamais reconditionnés, laissés à même le sol, ont également été fortement endommagés.

En vue de remédier à ces inconvénients, la commune de Chapelle-lez-Herlaimont a signé, en date du 17 janvier 2019, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet « Archives locales de Wallonie » de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation de l'archiviste général du Royaume.

2. ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de Chapelle-lez-Herlaimont suivant contrat de dépôt du 12 décembre 2019. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Mons le 11 février 2019 sous le n° 2532.

III. CONTENU ET STRUCTURE

A. CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Piéton entre 1782 et 1977. Le fonds contient principalement des documents du XX^e siècle. Un registre d'inscription de militaires⁶, ainsi que des inscriptions au bureau des hypothèques⁷, comptent parmi les archives les plus anciennes de la commune de Piéton. Après 1977, certains dossiers entamés avant la fusion des communes ont été poursuivis par la nouvelle entité de Chapelle-lez-Herlaimont⁸.

⁶ Consulter le n° 355 du présent inventaire.

⁷ Consulter le n° 61 du présent inventaire.

⁸ Il s'agit des n° 43, 86 à 90, 606 à 608, 660, 663 à 665 et 672 du présent inventaire.

Procédons par grandes séries d'archives :

1. CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIX^e siècle jusqu'à nos jours.

2. FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

3. PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

4. ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

5. POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès.

Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

Les registres de population de l'ancienne commune de Piéton n'ont malheureusement pas été déposés aux Archives de l'État à Mons, la commune de Chapelle-lez-Herlaimont en demeurant seule détentrice et raison pour laquelle ces registres ne figurent pas dans le présent inventaire.

6. ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

7. AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

8. TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

9. ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIX^e et XX^e siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

10. BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIX^e siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes

âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

11. CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIX^e et XX^e siècles.

B. SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

PLISNIER Flore. *Archives produites par les communes wallonnes (excepté les communes de la Communauté germanophone)*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2019. Tableaux de gestion et tableaux de tri, 252.

C. ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie⁹. L'absence de dépôt s'explique d'une part, par l'utilité administrative et d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du Tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État. La série des permis de bâtir est toutefois très lacunaires aux Archives de l'État à Mons.

⁹ <http://geoportail.wallonie.be>.

D. MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

- Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif¹⁰. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude.
- Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.
- Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne¹¹. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sports et divertissements
- XIV. Vie économique
- XV. Affaires sociales et réglementation du travail
- XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

¹⁰ En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou *a posteriori*, lors de leur « archivage », par une personne étrangère au service.

¹¹ GADEYNE G., *Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 – ca 1977)*, Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

IV. CONSULTATION ET UTILISATION

A. CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

B. CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

C. LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES

A. DOCUMENTS APPARENTÉS

Outre le présent fonds, les Archives de l'État à Mons conservent un premier dépôt d'archives du producteur : *Archives de la Commune de Piéton* (références : 524 – 106). Ce fonds contient des pièces couvrant une période allant du XIX^e siècle jusque 1920. Il se compose plus précisément d'un registre aux délibérations du Collège échevinal (1883-1900), de deux registres aux délibérations du Conseil communal (1850-1899), d'un registre relatif aux enquêtes commodo incommodo concernant des établissements dangereux, insalubres et incommodes (1902-1909), de cinq volumes de la matrice cadastrale et de six plans cadastraux du XIX^e siècle.

Afin de compléter l'information contenue dans le présent inventaire, le chercheur pourra aussi consulter diverses pièces issues de la collection « Archives locales » des Archives de l'État à

Mons, à savoir des baux de location de biens communaux (1807-1819)¹², un état des rentes appartenant à la fabrique d'église de Piéton (1817-1819)¹³, un registre des procès-verbaux des assemblées du conseil d'administration de la Société charbonnière de Piéton (1840-1845)¹⁴, deux relevés du tonnage de charbon extrait sous la commune de Piéton par les sociétés Monceau-Fontaine et Mariemont-Bascoup, ainsi que les Houillères d'Anderlues (1926-1927)¹⁵, ainsi qu'un inventaire d'une partie des archives des anciennes communes de Chapelle-lez-Herlaimont et Godarville transférée aux archives communales de La Louvière¹⁶.

Les archives provinciales postérieures à 1830 ont malheureusement été détruites en 1940 lors de l'incendie du dépôt des Archives de l'État à Mons tandis que les archives subsistantes et les documents produits au niveau provincial depuis 1940 ont disparu en 1990 dans l'incendie du bâtiment qui les conservait à Mons (le Delta-Hainaut). Seules les archives des périodes française et hollandaise (Administration centrale et Préfecture du département de Jemappes de 1795 à 1814, Gouvernement provincial du Hainaut de 1814 à 1830) sont toujours conservées aux Archives de l'État à Mons.

Enfin, les fonds et collections des Archives de l'État accessibles via le moteur de recherche search.arch.be ou via le portail cartographique www.cartesius.be peuvent permettre d'approfondir la recherche sur un très grand nombre de sujets dépassant de loin les frontières communales.

B. BIBLIOGRAPHIE

Histoire et patrimoine des communes de Belgique, Province de Hainaut, Bruxelles, 2009.

DARQUENNE R., *Chapelle-lez-Herlaimont : son histoire, ses gens*, La Louvière, 1981.

DARQUENNE R., *À la découverte des rues et chemins de Chapelle, Godarville, Piéton, Chapelle-lez-Herlaimont*, 1991.

DARQUENNE R., *El Tchapel è ses tchats : petite histoire illustrée de Chapelle-lez-Herlaimont*, Chapelle-lez-Herlaimont, 1997.

DE SEYN E., *Dictionnaire historique et géographique des communes belges*, Turnhout, s.d.

HASQUIN H., *Communes de Belgique, dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, t. 1 et 2 : Wallonie, Bruxelles, 1980.

HECQ A., *Récit du combat de Collarmont du 22 août 1914 sur les territoires d'Anderlues, Carnières, Piéton et Mont-Sainte-Aldegonde*, Morlanwelz, s.d.

ROLAND E., « Construction de l'église Saint-Jean-Baptiste de Piéton (1778-1781) », in *Bulletin de la Société royale paléontologique et archéologique de l'arrondissement judiciaire de Charleroi*, t. XXVII, 1958, p. 3-12.

SPITTAELS F., *Transports et communications à Chapelle – Godarville – Piéton*, Chapelle-lez-Herlaimont, 1994.

VRIELINCK S., *De territoriale indeling van België (1795-1963). Bestuursgeografisch en statistisch repertorium van de gemeenten en de supracommunale eenheden (administratief en gerechtelijk). Met de officiële uitslagen van de volkstellingen*, Louvain, 2000, 3 vol.

¹² AÉM, *Archives locales*, n° P 888.

¹³ *Ibid.*, n° P 841.

¹⁴ *Ibid.*, n° P 1033.

¹⁵ *Ibid.*, n° P 1743.

¹⁶ *Ibid.*, n° P 1744 ; AÉM, *Dossiers centraux*, dossier « Commune de Chapelle-lez-Herlaimont ».

VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION

L'entrée de ce fonds aux Archives de l'État et les opérations d'inventaire ont été réalisées dans le cadre du projet « Archives locales de Wallonie ». Ce projet se donne pour but d'aider les villes, communes et centres publics d'action sociale à mieux gérer leurs archives et de leur permettre de les déposer dans le respect des prescriptions légales. Vincent Pirlot, responsable du projet, a supervisé le tri, la rédaction d'un bordereau d'élimination et la préparation du dépôt dans les locaux communaux. L'élaboration de cet instrument de recherche est ensuite intervenue en plusieurs étapes dans le courant de l'année 2019. Les pièces comptables, les dossiers de milice et un ensemble de pièces sérielles ont principalement été traités par André Godart, bénévole aux Archives de l'État à Mons. Benjamin Brichard, attaché en charge du projet, s'est chargé de la description des pièces restantes et de la rédaction de la description générale du fonds. Ce travail a été terminé en 2019. Laurent Honoré, chef de service, Vincent Pirlot, chef de projet, et Sébastien Dubois, directeur opérationnel, ont relu l'inventaire et apporté diverses corrections avant publication. L'inventaire est conforme à la norme ISAD(G) et aux *Directives relatives au contenu et à la forme d'un inventaire d'archives* des Archives de l'État (version d'août 2014).

INVENTAIRE

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- 1-5. Registres aux délibérations.
1899-1976. 5 volumes
1. 7 octobre 1899 – 21 juin 1914.
 2. 15 juillet 1914 – 4 juillet 1931.
 3. 4 septembre 1931 – 6 février 1948.
 4. 27 février 1948 – 9 octobre 1959.
 5. 27 novembre 1959 – 29 décembre 1976.
6. Livre d'or.
1965-1975. 1 volume
- Concerné notamment l'inauguration de la nouvelle salle communale (janvier 1965) ainsi que l'inauguration du 100^e logement construit à Piéton par la société coopérative « L'Heureux Foyer ».

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 7-16. Registres aux délibérations.
1853-1883, 1900-1975. 10 volumes
7. 29 décembre 1853 – 8 février 1883.
 8. 20 janvier 1900 – 22 juillet 1909.
 9. 27 juillet 1909 – 26 janvier 1927.
 10. 2 février 1927 – 30 août 1947.
 11. 10 septembre 1947 – 18 mars 1959.
 12. 25 mars 1959 – 3 février 1965.
 13. 10 février 1965 – 24 octobre 1968.
 14. 7 novembre 1968 – 13 décembre 1971.
 15. 20 décembre 1971 – 18 février 1974.
 16. 27 février 1974 – 17 novembre 1975.

C. REGISTRES ET/OU RÉPERTOIRES CONCERNANT LES ENQUÊTES PUBLIQUES (« DE COMMODO ET INCOMMODO »)

17. Registre d'enquêtes de commodo et incommodo.
1924-1938. 1 volume
18. Registre aux publications d'enquêtes.
1955-1976. 1 volume

D. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- 19-23. Registres de la correspondance entrante et sortante.
1873-1910. 5 volumes
- 19. 1^{er} janvier 1873 – 21 septembre 1876.
 - 20. 22 septembre 1876 – 25 juillet 1884.
 - 21. 19 juillet 1884 – 26 novembre 1888.
 - 22. 9 février 1900 – 3 juin 1903.
 - 23. 15 février 1906 – 27 janvier 1910.
- 24-27. Registres de copies de lettres entrantes et sortantes.
1905-1933. 4 volumes
- 24. 9 mai 1905 – 19 juin 1919.
 - 25. 28 janvier 1910 – 16 octobre 1913.
 - 26. 16 décembre 1913 – 15 février 1922.
 - 27. 5 avril 1916 – 18 avril 1933.
- 28-32. Registres-indicateurs de la correspondance entrante et sortante.
1941-1971. 1 chemise et 4 volumes
- 28. 1941-1942. 1 volume
 - 29. 1944-1945. 1 volume
 - 30. 1945-1955. 1 volume
 - 31. 1962-1967. 1 volume
 - 32. 1968-1971. 1 chemise

E. TUTELLE ADMINISTRATIVE

33. Répartitions du dernier dixième du fonds des communes.
1926-1976. 1 chemise

F. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

- 34-40. Dossiers de litiges et de contentieux.
1953-1971. 6 chemises et 1 liasse
- 34. Affaire François Meuleman relative à la démolition d'une grange.
1953-1955. 1 chemise
 - 35. Affaire René-Joseph Wittebrood relative à une pension de guerre
indûment perçue.
1954-1966. 1 chemise
 - 36. Affaire Georges Deham et Renelde Devos relative à la location d'un
garage.
1958-1964. 1 chemise
 - 37. Affaire Léon Walravens relative à une expropriation pour cause
d'utilité publique.
1959-1964. 1 liasse
Présence de plans.
 - 38. Affaire Émile Pourceau relative aux dégâts causés à son véhicule suite
à la défectuosité d'une grille d'égout.
1964-1965. 1 chemise
 - 39. Affaire Romain Joux relative aux dégâts causés à sa ferme.
1966-1967. 1 chemise

40. Affaire Maurice Conreur relative à la faillite des Entreprises Conreur.
1966-1971. 1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. FUSION

41. Dossier relatif à la fusion des communes.
1971-1976. 1 liasse
Présence de plans.

2. TERRITOIRE

42. Dossier relatif aux modifications des limites de la commune.
1967-1969. 1 chemise
43. Index des rues de Piéton.
1^{er} janvier 1981. 1 cahier

3. PRIVILÈGES, SCEAU, ARMOIRIES ET DRAPEAU

44. Rubans pour les gerbes commémoratives et représentatives.
[XX^e siècle]. 5 pièces
Contient trois rubans mauves, un ruban rouge et un ruban tricolore. Ce dernier, aux couleurs nationales, comporte des caractères métalliques « Administration communale Piéton ».

4. RANG DANS LA CLASSIFICATION DES COMMUNES

45. Dossier relatif au reclassement de la commune.
1948-1972. 1 chemise

5. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

46. Dossier relatif à l'Union des villes et communes belges.
1953-1976. 1 liasse

B. BOURGMESTRE

47. Dossier relatif aux funérailles du bourgmestre Albert Lemoine.
1976. 1 chemise

C. PERSONNEL DES SERVICES

1. EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES ÉTATS GÉNÉRAUX

48. Statistiques du personnel communal.
1966. 1 chemise

2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

- 49-57. Dossiers individuels.
1933-1974. 4 pièces et 6 chemises et 1 liasse
- 49-51. Secrétaires communaux.
1933-1973. 3 chemises
49. Victor Joseph Lion.
1933-1934.
50. Georges Herman.
1936-1973.
51. Fernand Fragnée, receveur communal.
1926-1949.
Consulter également le n° 441.
- 52-54. Employés communaux.
1941-1974. 4 pièces et 1 chemise
52. Georges Gryson.
1941. 2 pièces
53. Léon Delbart.
1948-1974. 1 chemise
54. Jules Coomans, commis au service du ravitaillement.
1941. 2 pièces
- 55-57. Gardes champêtres.
1936-1973. 2 chemises et 1 liasse
55. Fernand Cambier.
1936-1937. 1 chemise
56. Émile Deltenre.
1937-1973. 1 liasse
57. Marc Masquelier.
1973. 1 chemise
- 58-59. Arrêtés du gouvernement de la province de Hainaut relatifs aux nominations.
1941. 4 pièces
58. De J. Veldeman, R. Histasse, A. Vannuscorps et Ch. Cornut comme
policiers temporaires.
1941. 2 pièces
59. De Pierre-René Rosier comme policier interprète.
1941. 2 pièces

3. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT

Consulter le n° 726.

60. Registre des intérimaires remplaçant les instituteurs malades.
1929-1959. 1 volume

III. PATRIMOINE

61. Inscriptions au bureau des hypothèques au profit de la commune.
1831, 1844. 1 chemise

- 62-65. Actes notariés relatifs aux terrains communaux.
1895-1955. 4 chemises
62. Échanges.
1895-1902.
63. Ventes.
1883-1905, 1922-1929.
64. Locations publiques.
1869-1910, 1919.
65. Locations du droit de chasse.
1886-1910, 1924, 1932-1939, 1955.
66. Pièces relatives à l'aliénation d'un excédent du chemin n° 14 pour régularisation
d'alignement.
1899-1905. 2 pièces
Présence d'un plan.
- 67-68. Pièces relatives aux ventes publiques de terrains.
1901-1902, 1933-1934. 1 pièce et 1 chemise
67. Adjudication d'un terrain au profit d'Émile Duvivier à la requête de
Gustave Hecq.
1901-1902. 1 chemise
68. Procès-verbal de délimitation de terrains sis à la rue du Petit Pont,
cadastré section B, n° 3.
1933-1934. 1 pièce
69. Actes de cession de terrains pour l'établissement d'un chemin de Piéton à
Chapelle-lez-Herlaimont.
1902-1907. 1 chemise
- 70-73. Dossiers relatifs aux emprises effectuées dans le cadre de travaux de voirie.
1914, 1941-1942, 1953-1957, 1959. 4 chemises
Présence de plans dans tous les dossiers.
70. Acquisition d'un immeuble appartenant à Jules Joret afin d'améliorer
la voirie.
1914.
71. Démolition de l'immeuble cadastré section B, n° 143^p afin d'améliorer
le chemin n° 12.
1941-1942.
72. Incorporation dans la voirie d'emprises sises rue Langlois, appartenant
à Arille Delfosse.
1953-1957.
73. Acquisition d'un immeuble appartenant à Jules Seghers pour cause
d'utilité publique.
1959.
74. Dossier relatif aux remboursements des contributions par les locataires des
terrains communaux sur Forchies et Piéton.
1924-1944. 1 chemise

75. Donation de terrains par Henri Langlois et Marie Germot-Langlois pour la construction des bâtiments scolaires.
 1927-1933. 1 chemise
 Présence de plans.
76. Dossier relatif aux locations de biens communaux.
 1934-1935. 1 chemise
77. Lettre au Collège communal relative au paiement d'une emprise sise rue Berger.
 1937. 1 pièce
78. Dossier relatif à l'emprise d'un immeuble sinistré, sis à la rue Albert I^{er}, cadastré section B, n° 126^w, appartenant à Pierre Joseph Veldeman.
 1944-1948. 1 chemise
 Présence de plans.
- 79-80. Dossiers relatifs au bien sis rue Laurent, cadastré section A, n° 25^r et 25^k.
 1951-1952. 2 chemises
79. Acquisition par la commune du bien provenant de la succession d'Émile Duvivier.
 1951.
80. Aliénation du bien en libération d'une souscription au fonds social de la société d'habitations à bon marché « L'Heureux Foyer ».
 1952.
 Présence d'un plan.
81. Actes d'échange de biens immobiliers pour cause d'utilité publique.
 1953-1961. 1 chemise
 Présence de plans.
82. Dossiers relatifs aux acquisitions et aux ventes de biens immobiliers afin de réaliser la suppression du chemin n° 7.
 1959. 1 chemise
83. Dossier relatif à l'aliénation d'un terrain cadastré section A, n° 25^c au profit de « L'Heureux Foyer ».
 1960-1964. 1 chemise
84. Dossier relatif à la location de la maison d'école.
 1960-1974. 1 chemise
- 85-90. Actes de cession amiable à la commune pour cause d'utilité publique.
 1962, 1977-1978. 3 pièces et 4 chemises
85. Rue A. Berger.
 1962. 1 chemise
 Présence d'un plan en triple exemplaire et d'un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal.
86. Boulevard Dubois Duvivier.
 1977. 1 chemise
 Consulter également les n° 662 et 664.
87. Place Musch.
 1977. 2 pièces
 Consulter également le n° 664.

- | | | |
|-----|---|-----------|
| 88. | Rue Albert I ^{er} .
1977.
Consulter également le n° 663. | 1 chemise |
| 89. | Rue Anskens.
1977.
Consulter également le n° 663. | 1 pièce |
| 90. | Rue J. Francq.
1977-1978.
Consulter également le n° 663. | 1 chemise |
| 91. | Dossier relatif à la location du droit de chasse.
1965-1966. | 1 chemise |
| 92. | Correspondance entre le notaire Émile Marcq et le bourgmestre relative à la
cession à la commune des parcelles de terrains sises au lieu-dit « Boulogne »,
appartenant aux héritiers Delval.
1967. | 2 pièces |
| 93. | Dossier relatif aux acquisitions de terrains.
1972-1973. | 1 chemise |

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- | | | |
|---------|---|------------|
| 94-105. | Budgets annuels et annexes.
1916, 1920-1977. | 12 liasses |
| 94. | 1916, 1920-1924. | |
| 95. | 1925-1929. | |
| 96. | 1930-1934. | |
| 97. | 1935-1939. | |
| 98. | 1940-1944. | |
| 99. | 1945-1949. | |
| 100. | 1950-1954. | |
| 101. | 1955-1959. | |
| 102. | 1960-1964. | |
| 103. | 1965-1969. | |
| 104. | 1970-1974. | |
| 105. | 1975-1977. | |

2. EMPRUNTS

- | | | |
|------|--|----------|
| 106. | Registre des emprunts à court et à long terme.
1947-1970. | 1 volume |
|------|--|----------|

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

107-145.	Grands-livres des recettes et dépenses. 1933-1976.	12 chemises, 25 liasses et 2 volumes
107.	1933.	1 volume
108.	1937.	1 liasse
109.	1939.	1 liasse
110.	1940.	1 liasse
111.	1941.	1 liasse
112.	1942.	1 liasse
113.	1943.	1 liasse
114.	1944.	1 liasse
115.	1945.	1 volume
116.	1946.	1 liasse
117.	1947.	1 liasse
118.	1948.	1 liasse
119.	1949.	1 liasse
120.	1950.	1 chemise
121.	1951.	1 chemise
122.	1952.	1 chemise
123.	1953.	1 chemise
124.	1954.	1 chemise
125.	1955.	1 chemise
126.	1956.	1 chemise
127.	1957.	1 chemise
128.	1958.	1 chemise
129.	1959.	1 chemise
130.	1960.	1 liasse
131.	1961.	1 chemise
132.	1962.	1 chemise
133.	1963.	1 liasse
134.	1964.	1 liasse
135.	1965.	1 liasse
136.	1966.	1 liasse
137.	1967.	1 liasse
138.	1968.	1 liasse
139.	1969.	1 liasse
140.	1970.	1 liasse
141.	1971.	1 liasse
142.	1972.	1 liasse
143.	1974.	1 liasse
144.	1975.	1 liasse
145.	1976.	1 liasse

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

146-152.	Comptes annuels. 1914-1976.	1 chemise et 6 liasses
146.	1914-1919.	1 chemise
147.	1920-1926, 1928-1929.	1 liasse
148.	1930-1939.	1 liasse
149.	1940-1949.	1 liasse
150.	1950-1959.	1 liasse
151.	1960-1969.	1 liasse
152.	1970-1976.	1 liasse
153-226.	Pièces justificatives aux comptes. 1931-1976.	6 chemises et 68 liasses
	Présence des grands-livres des recettes et dépenses du receveur (1948, 1951-1969 et 1971-1975), d'extraits des registres aux délibérations du Conseil communal (1951-1954, 1965, 1970 et 1972) et du Collège échevinal (1951), de pièces relatives à l'Administration des Contributions (1951, 1953, 1957, 1959-1961 et 1963), de pièces relatives aux fermages (1952-1955 et 1959), de rôles de taxes communales (1955, 1961, 1963, 1970-1971 et 1973) et d'appendices aux comptes (1964 et 1972-1973). Contient également un contrat relatif aux travaux d'aménagement du support de cloche de l'église Saint-Jean-Baptiste (1970) et des pièces relatives aux primes allouées aux producteurs de lin et de luzerne (1972).	
153-154.	1931.	2 liasses
153.	1 ^{re} partie.	
154.	2 ^{de} partie.	
155-156.	1932.	2 liasses
155.	1 ^{re} partie.	
156.	2 ^{de} partie.	
157-158.	1933.	2 liasses
157.	1 ^{re} partie.	
158.	2 ^{de} partie.	
159-160.	1934.	2 liasses
159.	1 ^{re} partie.	
160.	2 ^{de} partie.	
161.	1935.	1 liasse
162-163.	1936.	2 liasses
162.	1 ^{re} partie.	
163.	2 ^{de} partie.	
164-165.	1937.	2 liasses
164.	1 ^{re} partie.	
165.	2 ^{de} partie.	
166-167.	1938.	2 liasses
166.	1 ^{re} partie.	
167.	2 ^{de} partie.	
168-169.	1939.	2 liasses
168.	1 ^{re} partie.	
169.	2 ^{de} partie.	

170-172.	1940.	3 liasses
170.	1 ^{re} partie.	
171.	2 ^e partie.	
172.	3 ^e partie.	
173-175.	1941.	3 liasses
173.	1 ^{re} partie.	
174.	2 ^e partie.	
175.	3 ^e partie.	
176-178.	1942.	3 liasses
176.	1 ^{re} partie.	
177.	2 ^e partie.	
178.	3 ^e partie.	
179-180.	1943.	2 liasses
179.	1 ^{re} partie.	
180.	2 ^{de} partie.	
181-182.	1944.	2 liasses
181.	1 ^{re} partie.	
182.	2 ^{de} partie.	
183-184.	1945.	2 liasses
183.	1 ^{re} partie.	
184.	2 ^{de} partie.	
185-186.	1946.	2 liasses
185.	1 ^{re} partie.	
186.	2 ^{de} partie.	
187-189.	1947.	3 liasses
187.	1 ^{re} partie.	
188.	2 ^e partie.	
189.	3 ^e partie.	
190.	1948.	1 liasse
191-192.	1949.	2 liasses
191.	1 ^{re} partie.	
192.	2 ^{de} partie.	
193-194.	1950.	2 liasses
193.	1 ^{re} partie.	
194.	2 ^{de} partie.	
195.	1951.	1 liasse
196.	1952.	1 chemise
197.	1953.	1 chemise
198.	1954.	1 liasse
199.	1955.	1 liasse
200-201.	1956.	2 liasses
200.	1 ^{re} partie.	
201.	2 ^{de} partie.	
202.	1957.	1 liasse

203.	1958.	1 liasse
204.	1959.	1 liasse
205.	1960.	1 liasse
206.	1961.	1 liasse
207-208.	1962.	2 liasses
207.	1 ^{re} partie.	
208.	2 ^{de} partie.	
209.	1963.	1 liasse
210.	1964.	1 liasse
211.	1965.	1 liasse
212.	1966.	1 liasse
213.	1967.	1 liasse
214-215.	1968.	2 liasses
214.	1 ^{re} partie.	
215.	2 ^{de} partie.	
216.	1969.	1 liasse
217.	1970.	1 chemise
218.	1971.	1 chemise
219.	1972.	1 chemise
220.	1973.	1 liasse
221-223.	1974.	1 chemise et 2 liasses
221.	1 ^{re} partie.	1 liasse
222.	2 ^e partie.	1 liasse
223.	3 ^e partie.	1 chemise
224.	1975.	1 liasse
225-226.	1976.	2 liasses
225.	1 ^{re} partie.	
226.	2 ^{de} partie.	

3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR

227-232.	Comptes de fin de gestion. 1921-1922, 1926-1927, 1950-1951, 1964.	5 chemises et 1 cahier
227.	Rendu par les héritiers de Nestor Hecq à Fernand Tragnée. 1921-1922.	1 cahier
228.	Rendu par la veuve de Félicien Baudoux à Paternotte. 1926-1927.	1 chemise
229.	Rendu par Émile Nicaise à Debrackeler. 1950.	1 chemise
230.	Rendu par Arille Hervent à Fernand Tragnée. 1951.	1 chemise
231.	Rendu par Gaston Debrackeler à Joseph Lechien. 1964.	1 chemise
232.	Rendu par les héritiers de Joseph Lechien à Jacques Tonka. 1964.	1 chemise

C. IMPOSITIONS ET TAXES COMMUNALES

- 233-241. Rôles de taxes communales.
1924-1976. 6 chemises et 3 liasses
233. Traitements, salaires et pensions.
1924-1948. 1 liasse
234. Personnel occupé et force motrice.
1930-1976. 1 liasse
235. Personnes ou sociétés qui occupent des ouvriers.
1930-1947. 1 chemise
236. Voirie sur le revenu cadastral des propriétés bâties et non bâties.
1931-1933. 1 chemise
237. Taxe rémunératoire des dépenses de voirie.
1932-1941. 1 liasse
238. Chiens.
1935-1945. 1 chemise
239. Vélocipèdes.
1936-1941. 1 chemise
240. Débits de boissons et de tabacs.
1938-1968. 1 chemise
241. Enlèvement des immondices.
1975-1976. 1 chemise
242. « Rôle de répartition des dépenses des travaux de curage, d'entretien et de réparation exécutés aux cours d'eau, pendant l'année 1943 ». 1944. 1 pièce

D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE

243. État indiquant les changements survenus dans les propriétés foncières.
1913. 1 pièce
244. Dossier relatif à l'administration des contributions directes et du cadastre.
1933-1976. 1 chemise
245. Pièces relatives à la révision cadastrale.
1963. 1 chemise

V. ÉTAT CIVIL

A. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

246. Registres aux déclarations d'option de nationalité.
1903-1923, 1945. 1 chemise
247. Registre d'inscription des naissances survenues hors de la commune de résidence de la mère, inscrite au registre de population ou au registre des étrangers.
1954. 1 volume

B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

- 248-250. Règlements sur la police des cimetières, des inhumations et des transports funèbres.
1914, 1930, 1960. 1 pièce et 4 cahiers
248. 1914. 1 pièce
Une affiche.
249. 1930. 2 cahiers
250. 1960. 2 cahiers
251. Dossiers des incinérations.
1933-1935, 1966-1976. 1 chemise
252. Registre des exhumations.
1954-1976. 1 volume

C. AUTRES DOCUMENTS

253. Livrets de mariage.
1876-1922, 1947. 1 liasse

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

- 254-259. Statistiques générales du mouvement de la population.
1920, 1929-1974, 1976. 6 chemises
254. 1920, 1929.
255. 1930-1939.
256. 1940-1949.
257. 1950-1959.
258. 1960-1969.
259. 1970-1974, 1976.
- 260-263. Registres des entrées.
1911-1961. 4 volumes
260. 1911-1922.
261. 1923-1928.
262. 1929-1948.
263. 1948-1961.
- 264-267. Registres des sorties.
1911-1961. 4 volumes
264. 1911-1922.
265. 1923-1928.
266. 1929-1947.
267. 1948-1961.
268. Registre des radiations d'office.
1933-1959. 1 volume

B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

- 269-270. Registres de délivrance des livrets ouvriers.
1883-1965. 2 volumes
269. 1883-1933.
270. 1933-1965.

271. Registre d'inscription des carnets délivrés aux femmes, aux adolescents et aux enfants employés dans les établissements industriels.
1891-1932. 1 volume

272. Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce.
1961-1962. 1 chemise

C. ÉTRANGERS

- 273-275. Registres des étrangers.
1937-1951. 3 volumes
273. 1937-1947.
274. 1947-1948.
275. 1948-1951.

276. Registre des entrées.
1948-1971. 1 volume

- 277-282. Registres-indicateurs des avis d'entrées.
1924-1948. 8 cahiers
277. 1924-1929. 1 cahier
278. 1924-1930. 1 cahier
279. 1930-1938. 1 cahier
280. 1939-1946. 3 cahiers
Un cahier concerne les étrangers non-inscrits à la population.
281. 1946-1947.
282. 1948. 2 cahiers
Un cahier concerne les étrangers non-inscrits à la population.

- 283-289. Registres-indicateurs des avis de sortie.
1924-1976. 8 cahiers et 1 volume
283. 1924-1928. 1 cahier
284. 1928-1931. 1 cahier
285. 1931-1938. 1 cahier
286. 1939-1946. 2 cahiers
Un cahier concerne les étrangers non-inscrits à la population.
287. 1946-1957. 1 cahier
288. 1947-1948. 2 cahiers
Un cahier concerne les étrangers non-inscrits à la population.
289. 1962-1976. 1 volume

- 290-294. Permis de travail.
1948-1976. 5 liasses
290. 1948-1953.
291. 1954-1957.
292. 1958-1961.
293. 1962-1966.

294. 1967-1976.
- 295-296. Registres des délivrances et des prorogations des certificats d'inscription pour étrangers.
1949-1954, 1962-1966. 2 volumes
295. 1949-1954.
296. 1962-1966.
- 297-300. Registres d'inscription des permis de travail d'étrangers.
1950-1969. 4 volumes
297. 1950-1954.
298. 1955-1958.
299. 1962-1965.
300. 1965-1969.
301. Listes d'ouvriers mineurs étrangers ayant droit aux subsides prévus par la loi du 6 juillet 1953 relative à la taxe de résidence et de séjour.
1952-1968. 1 chemise
- 302-303. Avis de départ d'un étranger.
1954-1959. 2 liasses
302. Entrées.
303. Sorties.
304. Déclarations de rupture de contrat concernant des ouvriers grecs rapatriés.
1957-1963. 1 liasse
Contient des certificats d'inscription au registre des étrangers.
- 305-306. Registres d'inscription des attestations d'immatriculation, des invitations à quitter le pays et des ordres de quitter le pays.
1956-1968. 2 cahiers
305. 1956-1961.
306. 1960-1968.
307. Attestations d'immatriculation.
1960-1973. 1 liasse
308. Déclarations de perte de certificat d'inscription au registre des étrangers et procès-verbaux d'enquête.
1966-1970. 1 chemise
- 309-311. Registres de contrôle.
1966-1976. 3 volumes
309. Cartes d'identité.
1966-1976.
310. Certificats d'inscription.
1966-1976.
311. Cartes de séjour de ressortissant d'un état-membre de la CEE.
1971-1976.
312. Autorisations de la Sûreté publique.
1972-1976. 1 chemise

VII. ÉLECTIONS

A. GÉNÉRALITÉS

313. Registre des condamnations et décisions comportant privation du droit de vote.
1886-1919. 1 volume

B. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

314. Liste des électeurs généraux.
1919. 1 cahier
- 315-321. Listes des électeurs généraux et communaux.
1928-1954. 7 cahiers
315. 1928-1929.
316. 1932-1933.
317. 1933-1935.
318. 1936-1938.
319. 1938-1944.
320. 1948-1950.
321. 1952-1954.
- 322-325. Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux.
1966-1967, 1969-1971, 1976-1977. 4 cahiers
322. 1966-1967.
323. 1969-1970.
324. 1970-1971.
325. 1976-1977.
- 326-329. Listes pour le Conseil de Prud'hommes.
1917, 1921-1924, 1928-1934, 1950. 2 chemises et 2 cahiers
326. 1917. 1 chemise
327. 1921-1924. 1 cahier
328. 1928-1934. 1 cahier
329. 1950. 1 chemise
- 330-333. Listes des jurés pour la Cour d'Assises.
1932-1973. 1 pièce et 3 chemises
330. 1932. 1 chemise
331. 1938. 1 pièce
332. 1960. 1 chemise
333. 1973. 1 chemise

C. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

- 334-335. Dossiers relatifs aux révisions électorales.
1936-1938, 1965-1976. 1 pièce et 1 chemise
334. 1936-1938. 1 pièce
335. 1965-1976. 1 chemise

D. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

- 336-348. Procès-verbaux d'élections communales.
1899-1970. 13 chemises
336. 1899.
337. 1903.
338. 1907.
339. 1911.
340. 1921.
341. 1926.
342. 1932.
343. 1938.
344. 1946.
345. 1952.
346. 1958.
347. 1964.
348. 1970.
349. Registre des réclamations électorales.
1910-1925. 1 cahier
350. Dossier relatif aux incapacités électorales.
1921-1924, 1948. 1 chemise
351. Dossier des élections.
1971-1975. 1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. GÉNÉRALITÉS

352. Relevé des armes et munitions remises.
1940. 2 pièces
353. Relevé des sommes payées à titre de rémunération spéciale aux ayants droit des
militaires rappelés ou maintenus sous les drapeaux.
1940. 1 volume
354. Livre auxiliaire des allocations aux familles de militaires soldés, miliciens,
rappelés ou maintenus sous les drapeaux.
1940-1943. 1 volume

B. MILICE ET VOLONTAIRES (1817-1976)

1. 1817-1923

- 355-357. Registre d'inscription.
[ca. 1782] – 1840, 1871-1910. 3 volumes
355. [ca. 1782] – 1840.
356. 1871-1890.
357. 1891-1910.

- 358-360. Registres des militaires en congé illimité.
1873-1891, 1905-1923. 3 volumes
358. 1873-1891.
En mauvais état.
359. 1905-1919.
360. 1905-1923.
361. Registre des militaires en congé limité et en congé illimité.
1896-1915. 1 volume
362. Pièces relatives à la levée de milice de 1923.
1923. 2 pièces

2. 1924-1976

- 363-373. Dossiers relatifs aux levées de milice.
1924-1930, 1935-1977. 6 chemises et 5 liasses
363. 1924-1926. 1 chemise
364. 1927-1930. 1 chemise
365. 1935-1939. 1 liasse
366. 1940-1944. 1 chemise
367. 1945-1949. 1 chemise
368. 1950-1954. 1 chemise
369. 1955-1959. 1 liasse
370. 1960-1964. 1 liasse
371. 1965-1969. 1 liasse
372. 1970-1974. 1 liasse
373. 1975-1977. 1 chemise
- 374-379. Fiches de militaires en congé illimité.
1930-1970. 4 chemises et 2 liasses
374. 1930-1939. 1 chemise
375. 1940-1949. 1 chemise
376. 1950-1954. 1 liasse
377. 1955-1959. 1 liasse
378. 1960-1964. 1 chemise
379. 1965-1970. 1 chemise
380. Registre des réfractaires.
1933. 1 cahier
- 381-382. Bordereaux du grand-livre relatifs aux rémunérations des familles des soldats
rappelés ou maintenus sous les armes.
1938-1939. 2 chemises
381. 1938.
382. 1939.
- 383-388. Dossiers relatifs aux indemnités de milice.
1940-1949, 1960-1962. 6 chemises
383. 1940 (1^{er} trimestre).
384. 1941 (2^e semestre).
385. 1942 (2^e semestre).

386. 1946-1947.
 387. 1949.
 388. 1960-1962.
389. Rappels ordinaires de militaires.
 1950, 1965. 1 chemise
390. Registre des entrées et sorties des coupons modèle A (chemin de fer) et modèle 4
 (vicinaux) destinés au transport des miliciens.
 1956-1971. 1 cahier
391. Feuilles individuels d'inscription aux levées.
 1963-1977. 1 chemise

**C. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS
 MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX**

- 392-399. Registres de classement.
 [1^{re} moitié du XX^e siècle]. 1 chemise et 7 cahiers
392. Chevaux et voitures.
 [1924]. 1 cahier
- 393-396. Véhicules automobiles.
 1928-1951. 1 chemise et 3 cahiers
393. 1928. 1 cahier
 394. [1934]. 1 cahier
 395. [1937]. 1 cahier
 396. 1950-1951. 1 chemise
397. Chevaux et mulets.
 [1934]. 1 cahier
398. Camions.
 [2^e quart du XX^e siècle]. 1 cahier
399. Motocyclettes.
 [2^e quart du XX^e siècle]. 1 cahier
400. Bulletins de classement des chevaux, véhicules hippomobiles, automobiles et
 motocycles.
 1937-1939. 1 chemise
401. Dossier relatif aux ordres de réquisition.
 1939. 1 chemise
- 402-405. Registres servant à l'inscription des habitants de la commune qui ont participé à la
 fourniture de prestations requises par l'autorité militaire.
 1939-1945, 1948, 1964-1967. 1 chemise et 3 cahiers
402. 1939-1945. 1 cahier
 403. 1945. 1 cahier
 404. 1948. 1 chemise
 405. 1964-1967. 1 cahier
406. Dossier relatif aux réquisitions de postes T.S.F. par la Kreiskommandantur à la
 suite d'un attentat sur la ligne de chemin de fer Carnières-Piéton.
 1942-1943. 1 chemise

407. Fiches de renseignements relatives au recensement des véhicules automobiles.
[1950]. 1 chemise
408. Dossier relatif aux réquisitions militaires pour le logement et la nourriture des
troupes.
1953-1958. 1 chemise
409. Lettres au bourgmestre relatives aux dégâts causés lors de passages du mur du
son.
1965, 1968. 1 chemise

D. GUERRES ET CONSÉQUENCES

Consulter le n° 617.

410. Récépissés de dommages de guerre délivrés conformément à l'article 30 de
l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.
1920. 1 cahier
411. Dossier relatif aux pensions allouées aux victimes civiles de la guerre 1914-1918.
1923-1925. 1 chemise
412. Pièces relatives aux allocations militaires.
1940-1941. 1 chemise
413. Dossier relatif aux pensions de guerre.
1943-1953. 1 chemise
414. Dossier relatif aux identifications et aux sépultures de victimes de guerre.
1940-1944. 1 chemise
415. Certificats de témoignage de reconnaissance pour services rendus pendant la
guerre 1940-1945.
1945. 1 chemise
416. État de salaire de travailleurs recrutés pour les armées alliées.
1945. 1 chemise
417. Lettres du Ministère de la Reconstruction relative aux présomptions et
rectifications de décès.
1948-1949. 1 chemise
418. Attestations relatives aux prisonniers politiques.
1949-1956. 1 chemise
419. Dossier relatif aux cérémonies d'hommages.
1956-1970. 1 chemise
420. Dossier relatif au rapatriement de corps.
1960-1961. 1 chemise
421. Dossier relatif aux commémorations annuelles des combats d'août 1914 au lieu-
dit Collarmont à Carnières.
1964-1975. 1 chemise
422. Attestations relatives aux déportés de la guerre 1914-1918.
1969-1970. 1 chemise

423. Dossier relatif aux commémorations du 30^e anniversaire de l'anéantissement du nazisme et de la libération des camps.
1974-1975. 1 chemise
Comprend des listes d'habitants de la commune, prisonniers politiques ou otages pendant le conflit.
424. Registre relatif aux pensions de guerre.
[3^e quart du XX^e siècle]. 1 volume

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. GÉNÉRALITÉS

425. Règlement de police.
1887. 1 pièce
- 426-427. Ordonnances de police.
1932-1933, 1965. 2 chemises
426. Interdiction pour les véhicules de circuler sur les sentiers de la commune.
1932-1933.
427. Heures de fermeture des débits de boissons.
1965.

2. FONCTIONNEMENT QUOTIDIEN EN GÉNÉRAL

- 428-430. Rapports manuscrits du garde champêtre Émile Deltenre.
1955-1957, 1964-1965. 3 volumes
428. 1955-1956.
429. 1956-1957.
430. 1964-1965.
431. Pièces relatives au service des gardes champêtres.
1963-1976. 1 chemise

3. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

432. Registre des personnes autorisées à installer et à entretenir des colombiers de pigeons voyageurs.
1924-1975. 1 cahier
- 433-436. Demandes et autorisations relatives aux représentations et divertissements publics.
1949-1950, 1963-1976. 2 chemises et 2 liasses
433. 1949-1950. 1 chemise
434. 1963-1966. 1 chemise
435. 1966-1972. 1 liasse
436. 1973-1976. 1 liasse

**4. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA SÉCURITÉ
PUBLIQUE**

437. Registre d'immatriculation relatif au port et au commerce des armes.
1946-1976. 1 volume
438. Registre de logement de voyageurs.
1954-1962. 1 cahier
439. Registre de la consommation d'explosifs par la SA des Charbonnages de
Monceau.
1974-1980. 1 volume

5. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE

440. Bulletins de condamnations.
1943-1948. 1 liasse
441. Pièces relatives au vol à main armée dont fut victime Fernand Fragnée, receveur
communal.
1944-1947. 3 pièces
Consulter également le n° 51.
442. Permis de libération conditionnelle de Maurits de Baene.
1947. 1 pièce
- 443-464. Pro-justitia et rapports de police.
1948-1964, 1971-1975. 8 chemises et 14 liasses
Présence des registres-indicateurs annuels de la correspondance judiciaire entrante dans les n° 461
à 464.
443. 1948. 1 liasse
444. 1949. 1 liasse
445. 1950. 1 chemise
446. 1951. 1 chemise
447. 1952. 1 chemise
448. 1953. 1 chemise
449. 1954. 1 chemise
450. 1955. 1 chemise
451. 1956. 1 chemise
452. 1957. 1 chemise
453. 1958. 1 liasse
454. 1959. 1 liasse
455. 1960. 1 liasse
456. 1961. 1 liasse
457. 1962. 1 liasse
458. 1963. 1 liasse
459. 1964. 1 liasse
460. 1971. 1 liasse
461. 1972. 1 liasse
462. 1973. 1 liasse
463. 1974. 1 liasse
464. 1975. 1 liasse

465. Registre de signification des exploits d'huissier.
1951-1965. 1 volume

466. Avis de recherche.
1966-1974. 1 chemise

B. DÉFENSE AÉRIENNE PASSIVE (1934-1944)

467. Fiches de renseignement relatives à la garde civile territoriale de protection
aérienne passive.
1939. 1 chemise

468. Dossier relatif à la Ligue de Protection Aérienne.
1939. 1 chemise

469. Dossier relatif à la défense aérienne passive.
1940-1944. 1 chemise

470. Dossier relatif à la construction d'abris de défense passive.
1942-1945. 1 liasse
Présence de plans.

C. SERVICE D'INCENDIE

471. Relevé des bouches d'incendie et des bornes fontaines.
1944. 1 chemise

472. Rapports d'intervention.
1959-1975. 1 liasse

473. Rapport relatif au corps des sapeurs-pompiers de Morlanwelz-Mariemont.
1962. 1 cahier

474. Dossier relatif à la prévention contre les incendies dans les salles de spectacle.
1970-1976. 1 liasse

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. GÉNÉRALITÉS

475. Dossier relatif à l'inspection d'hygiène.
1931-1932, 1955-1962. 1 chemise

476. Dossier relatif au planning familial.
1971-1973. 1 chemise

477. Dossier relatif aux donneurs de sang bénéficiaires d'une distinction.
1975. 1 chemise

B. SERVICES COMMUNAUX

1. SERVICE COMMUNAL POUR L'ENVIRONNEMENT

478. Dossier relatif à la protection de l'environnement.
1974-1976. 1 chemise

2. INSPECTION MÉDICALE SCOLAIRE

479. Rapports médicaux mensuels.
1933. 1 chemise

3. EXAMEN MÉDICAL PRÉVENTIF DE LA POPULATION ORGANISÉ PAR LA COMMUNE

480. Lettres de l'Institut provincial de lutte contre la tuberculose relatives au dépistage par examens radiophotographiques.
1963-1968. 1 chemise
481. Lettres de l'École-clinique provinciale relatives au dépistage des handicapés physiques, sensoriels et mentaux.
1971. 1 chemise

4. SERVICE COMMUNAL DE VIDANGE ET DE NETTOYAGE / IMMONDICES

482. Dossier relatif aux collectes d'immondices.
1971-1977. 1 chemise
Présence d'un plan.

C. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

483. Dossier relatif aux vaccinations.
1949-1975. 1 liasse

2. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

484. Lettres de l'Inspection des viandes à l'administration communale relatives aux statistiques de 1933.
1933-1934. 2 pièces
485. Bulletins d'analyse des eaux par l'Institut provincial d'hygiène et de bactériologie du Hainaut.
1933-1950. 1 chemise
- 486-487. Registres des déclarations d'abattage d'animaux.
1938-1940, 1953-1977. 1 cahier et 1 volume
486. 1938-1940. 1 volume
487. 1953-1977. 1 cahier
- 488-491. Récépissés des déclarations d'abattage d'animaux.
1952-1977. 3 cahiers et 1 chemise
488. Soumis à l'expertise.
1973-1977. 1 cahier
- 489-490. Non soumis à l'expertise.
1953-1973. 2 cahiers
489. 1953-1969.
490. 1969-1973.

491. Destinés à la consommation publique.
1952-1953. 1 chemise
492. Lettres au bourgmestre de l'Institut national de statistique relatives aux
statistiques des abattages.
1962-1968. 1 chemise
493. Lettres au bourgmestre relatives à l'inspection du commerce des viandes.
1963, 1973-1975. 1 chemise
- 3. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX**
- 494-495. Dossiers relatifs à la désinfection des véhicules ayant servi au transport
d'animaux.
1955-1966. 1 chemise et 1 cahier
494. Listes des carnets de désinfection délivrés.
1955-1966. 1 chemise
495. Carnet d'inscription de Marie Ivens.
1963-1966. 1 cahier
496. Dossier relatif aux campagnes de dératisation.
1964-1976. 1 chemise
- 4. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS**
497. Dossier relatif à la lutte contre les logements insalubres.
1960-1966. 1 chemise
Présence d'une photographie et de deux pellicules.
- 5. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMUNES**
- Consulter les n° 667, 699 et 700.
- 498-578. Dossiers relatifs aux établissements dangereux, insalubres et incommodes.
1885-1976. 9 pièces, 68 chemises, 1 liasse et 2 volumes
498. Machines et chaudières à vapeur, briqueteries et moteurs à essence.
1885-1914. 1 volume
499. Briqueteries pour une saison.
1926-1934. 1 volume
500. Clouterie mécanique de Maurice Navarre.
1932. 1 chemise
501. Atelier de fabrication de chaussures d'Augustin Histasse.
1933. 1 chemise
502. Atelier de menuiserie de Camille Tragnée.
1933. 1 chemise
503. Boucherie et abattoir de Jules Francq.
1933. 1 chemise
504. Dépôt d'essence d'Edmond Dumont.
1933. 1 chemise
505. Boulangerie d'Octave Masure.
1934. 1 chemise

506.	Dépôt d'essence de Raymond Rochet. 1934.	1 pièce
507.	Transformateurs électriques, station de pompage et plaque tournante pour locomotive de la SNCB. 1934. Présence d'un plan.	1 chemise
508.	Boucherie d'Hector Depasse. 1935.	1 chemise
509.	Boucherie d'Auguste Mathys. 1935.	1 chemise
510.	Boucherie de Raoul Wargnies. 1935.	1 chemise
511.	Boucherie de Georges Mabilie. 1936.	1 chemise
512.	Briqueterie permanente de Raoul Guillaume. 1937. Présence d'un plan.	1 chemise
513.	Abattoir de Georges Mabilie. 1939. Présence d'un plan.	1 chemise
514.	Moteurs électriques et poste à soudure de Désiré Hainaut. 1945.	1 chemise
515.	Boucherie de Pierre Wautens. 1946-1947. Présence de plans.	1 chemise
516.	Boulangerie de Raoul Gérard. 1947.	1 chemise
517.	Dépôt d'essence de Raymond Charniaux. 1947. Présence de plans.	1 chemise
518.	Briqueterie permanente de la SA des Charbonnages de Monceau-Fontaine. 1948. Présence d'un plan.	1 chemise
519.	Réservoir à mazout de la SA des Charbonnages de Monceau-Fontaine. 1949. Présence d'un plan.	1 chemise
520.	Station-service et dépôt d'essence de J. V. 1950. Présence de plans.	1 chemise
521.	Transports et dépôts d'explosifs. 1950, 1957.	2 pièces
522.	Pétrin mécanique de M. B. 1951. Présence de deux plans.	1 chemise
523.	Cuves à pétrole de F. M. 1955.	1 chemise
524.	Réservoir à mazout d'É. R. 1957. Présence de plans.	1 chemise

525.	Boucherie d'É. B. 1960. Présence d'un plan.	1 chemise
526.	Projections cinématographiques par le « Ciné Patro Club » dans la salle du cercle Saint-Jean-Baptiste. 1960.	1 chemise
527.	Boucherie de L. D. 1962-1963, 1973. Présence de plans.	1 chemise
528.	Boucherie de W. D. 1962-1963. Présence d'un plan.	1 chemise
529.	Boucherie de J. T. 1962-1963, 1973. Présence de plans.	1 chemise
530.	Atelier de peinture au pistolet de la SA PIETOCO. 1963. Présence d'un plan.	1 chemise
531.	Boucheries de J. T., W. D. et L. D. 1963.	1 pièce
532.	Élevage de visons de N. B. 1963-1964.	1 chemise
533.	Atelier mécanique d'A. D. 1964. Présence d'un plan.	1 chemise
534.	Dépôt de mitrailles de F. P. 1964. Présence de deux plans.	1 chemise
535.	Pompes à essence de P. H. 1964. Présence d'un plan.	1 chemise
536.	Atelier pour le travail mécanique du bois de F. L. 1969. Présence d'un plan.	1 chemise
537.	Réservoir à mazout de F. P. 1969-1970. Présence d'un plan.	1 chemise
538.	Dépôt d'essence de R. D. 1970. Présence de plans.	1 chemise
539.	Réservoir de gaz propane d'A. D. 1970. Présence de deux plans.	1 chemise
540.	Réservoir de gaz propane d'A. L. 1970. Présence de deux plans.	1 chemise
541.	Réservoir de gaz propane d'Y. D. 1971. Présence d'un plan.	1 chemise

542.	Réservoir de gaz propane d'A. D. 1971. Présence de plans.	1 chemise
543.	Réservoir de gaz propane de M. F. 1971. Présence de deux plans.	1 chemise
544.	Réservoir de gaz propane de G. M. 1971. Présence de plans.	1 chemise
545.	Réservoir de gaz propane de D. G. 1971. Présence de plans.	1 chemise
546.	Exploitation avicole de poules pondeuses de F. J. 1972. Présence d'un plan.	1 chemise
547.	Réservoir à mazout d'A. C. 1972.	2 pièces
548.	Réservoir de gaz propane d'H. B. 1972. Présence de deux plans.	1 chemise
549.	Réservoir de gaz propane de R.-A. R. 1972. Présence de deux plans.	1 chemise
550.	Réservoir de gaz propane de J. T.-W. 1972. Présence d'un plan.	1 chemise
551.	Dépôt de produits pétroliers de B. S. 1973.	2 pièces
552.	Dépôt d'immondices de l'administration communale de Piéton, installé aux anciens étangs de la commanderie. 1973. Présence d'un plan.	1 chemise
553.	Réservoir de gaz propane de R. B. 1973. Présence de deux plans.	1 chemise
554.	Réservoir de gaz propane de J. B. 1973. Présence de deux plans.	1 chemise
555.	Réservoir de gaz propane de L. D. 1973. Présence d'un plan.	1 chemise
556.	Réservoir de gaz propane de M. M. 1973. Présence d'un plan.	1 chemise
557.	Réservoir de gaz propane de J. L. 1973. Présence d'un plan.	1 chemise
558.	Réservoir de gaz propane de la SPRL SERDEC. 1973. Présence de deux plans.	1 chemise

559.	Salon de coiffure de J.-L. V. 1973. Présence d'un plan.	1 chemise
560.	Chantier de la SA Lifermag en vue de récupérer des métaux ferreux dans les remblais provenant de décharges industrielles. 1974. Présence de plans.	1 liasse
561.	Chenil de J. R. 1974. Présence de deux plans.	1 chemise
562.	Réservoir de gaz propane de M. S. 1974. Présence de deux plans.	1 chemise
563.	Réservoir de gaz propane d'A. T.-S. 1974. Présence d'un plan.	1 chemise
564.	Ruchers et apiers d'A. C. 1974. Présence de deux plans.	1 chemise
565.	Salon de coiffure d'I. D. 1974. Présence d'un plan.	1 chemise
566.	Dépôt de bois et scierie de J. P. 1974-1975. Présence de plans.	1 chemise
567.	Chenil d'Y. D. 1975. Présence d'un plan.	1 chemise
568.	Dépôt de gaz de M. N. 1975.	1 chemise
569.	Dépôts de bombonnes de gaz propane et butane, de charbon et de bois, ainsi qu'un atelier pour le travail du bois de J. C. 1975.	1 chemise
570.	Réservoir de gaz propane de J. D. 1975. Présence d'un plan.	1 chemise
571.	Réservoir de gaz propane de G. C. 1975. Présence de plans.	1 chemise
572.	Réservoir de gaz propane de J. D. V. 1975. Présence d'un plan.	1 chemise
573.	Réservoir de gaz propane de F. R. 1975. Présence d'un plan.	1 chemise
574.	Ruchers et apiers de T. F. 1975. Présence d'un plan.	1 chemise
575.	Réservoir à mazout de la SA Michelin. 1975. Présence d'un plan.	1 chemise

576. Réservoir de gaz propane des Ets. Lambert.
1975. 1 chemise
Présence de deux plans.
577. Réservoir de gaz propane de M. V.
1976. 1 chemise
Présence de deux plans.
578. Garage et atelier de réparation de V. A.
1976. 1 chemise.
Présence de deux plans.
579. « Tableau des établissements dangereux de la première catégorie, installés à la
date du 31 juillet 1915 sur le territoire de la commune de Piéton ». 1 cahier
1915.
580. Registre des autorisations délivrées relatives à l'installation de moteurs électriques
de 1 à 8 Kilowatts. 1 cahier
1925-1932.
581. Plans relatifs aux détenteurs de ruches et d'apiers. 4 pièces
1960.

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. GÉNÉRALITÉS

- 582-585. Dossiers relatifs aux travaux d'urbanisme et d'aménagement du territoire.
1931-1934, 1947-1953, 1962-1976. 4 chemises
582. 1931-1934.
Présence d'un plan d'abornement.
583. 1947-1953.
584. 1962, 1965, 1968-1969.
585. 1970-1976.
Présence de plans.
586. Règlement relatif à la construction et au renouvellement des trottoirs.
1936. 1 chemise
587. Lettres du commissaire-voyer relatives aux travaux de voirie.
1949-1969. 1 chemise
588. Convention entre la commune et la SA des Charbonnages de Monceau-Fontaine
relative à la voirie ainsi qu'à la distribution d'eau et d'électricité.
1951. 1 pièce
589. Dossier relatif à l'inauguration de la rue Gustave Wansart.
1966. 1 chemise
590. Dossier relatif à l'Institut national du logement.
1965-1969. 1 chemise
591. Lettres relatives aux hauteurs de construction admissibles aux alentours de
l'aéroport de Charleroi-Gosselies.
1972. 1 chemise

B. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. MAISON COMMUNALE

- 592-595. Dossiers relatifs aux travaux exécutés à la maison communale.
1945-1966. 3 pièces, 1 chemise et 2 liasses
592. Restauration et aménagement.
1945-1949. 1 liasse
593. Plans du projet d'aménagement de bureaux.
1953. 3 pièces
594. Grosses réparations, construction d'un abri et aménagement d'une
salle de Conseil.
1961-1966. 1 liasse
Présence de plans.
595. Réfection de la toiture du garage et de l'atelier.
1966. 1 chemise

2. BÂTIMENTS SCOLAIRES

596. Plans relatifs à la construction d'une classe avec préau, de deux remises et de
divers travaux de réparation à effectuer à l'école des garçons.
1927. 1 liasse
- 597-601. Dossiers relatifs aux travaux de constructions scolaires pour filles et 4^e degré.
1928-1950. 3 chemises, 1 liasse et 2 cahiers
597. Plans de l'avant-projet.
1928-1929. 1 liasse
598. Cahier des charges et devis.
1929. 2 cahiers
599. Construction d'un mur de soutènement et aménagement de la partie
vitrée du préau couvert.
1929-1930. 1 chemise
Présence de plans.
600. Dossier relatif aux emprunts.
1929-1933. 1 chemise
601. Travaux de restauration et d'aménagement.
1950. 1 chemise
- 602-604. Dossiers relatifs aux travaux de construction.
1954-1977. 3 liasses
Présence de plans dans tous les dossiers et de photographies dans le n° 604.
602. Groupe scolaire pour filles et gardiennes.
1954-1968.
603. Groupe scolaire à la cité rue Laurent.
1961-1965.
604. Extension à l'école communale des garçons « Caporal Haudin ».
1972-1977.
Compléter avec les n° 605 et 606.

605. Dossier relatif à l'installation du chauffage central dans les classes de l'école
« Caporal Haudin ».
1963-1965. 1 chemise
Présence de plans.

606. Dossier relatif aux travaux d'extension de l'école « Caporal Haudin ».
1980-1982. 1 liasse
Présence de plans. Voir également les n° 604 et 605.

607. Dossier relatif aux travaux d'extension de l'école « Soldat Rosteleur ».
1979-1980. 1 liasse
Présence de plans.

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SPORTS

608. Dossier relatif à la construction d'un hall de sports.
1977-1980. 1 liasse
Présence de plans.

4. ÉGLISE SAINT-JEAN-BAPTISTE

609-611. Dossiers relatifs aux travaux de restauration de l'église Saint-Jean-Baptiste.
1926-1928, 1951-1955, 1960, 1963-1968. 3 chemises
Présence de plans dans tous les dossiers. Le n° 611 contient également des photographies ; pour ce
dernier, consulter également le n° 217.
609. 1926-1928.
610. 1951-1955, 1960.
611. 1963-1968.

5. CIMETIÈRE

612-616. Dossiers relatifs aux travaux d'agrandissement du cimetière.
1892, 1926-1933, 1955, 1969-1977. 3 pièces, 2 chemises et 1 liasse
612. 1892. 1 pièce
Plan d'un projet d'agrandissement.
613. 1926-1933. 1 chemise
Présence de plans.
614. 1955. 2 pièces
Plan en deux exemplaires.
615. 1969-1972. 1 liasse
Présence de plans. Ce dossier constitue l'avant-projet du n° 616.
616. 1972-1977. 1 chemise

6. MONUMENT

617. Plan du monument aux morts de la commune.
[1950-1951]. 1 pièce

C. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)

1. GÉNÉRALITÉS

618. Registre aux décisions du Collège échevinal relatif aux travaux de construction le long de la voirie.
1903-1929. 1 volume
- 619-625. Dossiers relatifs aux travaux d'entretien des chemins de grande communication et vicinaux ordinaires.
1909-1912, 1954-1966, 1976. 6 chemises et 1 liasse
619. 1909-1912. 1 chemise
620. 1954-1955. 1 chemise
621. 1959. 1 chemise
622. 1961. 1 chemise
623. 1962. 1 chemise
624. 1966. 1 chemise
625. 1976. 1 liasse
626. Photographies de la rue Augustin Berger, au croisement des rues Laurent et Hubert Bouvry.
[ca. 1945 – ca. 1976]. 3 pièces

2. VOIRIE COMMUNALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES ÉGOUTS, ETC.)

- 627-665. Dossiers relatifs aux travaux de voirie.
1884, 1898-1987. 5 pièces, 20 chemises, 12 liasses et 2 cahiers
627. Plan extrait de l'atlas des chemins vicinaux relatif aux modifications à apporter aux chemins n° 2, 15 et 16, ainsi qu'à la suppression du sentier n° 18 de l'atlas.
1884. 1 pièce
628. Plan relatif au projet de construction de filets d'eau et d'aqueducs dans divers quartiers de la commune.
1898. 1 pièce
629. Établissement d'une voie de communication vicinale de Chapelle-lez-Herlaimont à Piéton.
1901-1906. 1 liasse
Présence de plans.
630. Plan général d'alignement de la place communale et de ses abords.
1902. 1 pièce
631. Amélioration du chemin de grande communication n° 1 reliant Fontaine à la route de Bascoup.
1907-1910. 1 chemise
Présence d'un plan.
632. Plan général de la commune annexé à la demande de l'administration communale tendant à placer le territoire sous le régime de la voirie urbaine.
1911. 1 pièce
633. Plan d'une propriété appartenant à Madame Veuve Langlois – Van Ophem, traversée par le sentier n° 25, située au lieu-dit

	Champ de la Case. 1911.	1 pièce
634.	Amélioration du chemin n° 4, dit rue de la Cour. 1912-1930. Présence de plans.	1 liasse
635.	Travaux d'amélioration des rues de la Cour, des Écoles et du boulevard Duvivier. 1913-1915. Présence de plans.	1 chemise
636.	Amélioration du chemin n° 3, dit de Piéton. 1920.	1 chemise
637.	Amélioration de la place communale O. Musch. 1922. Présence de plans.	1 chemise
638.	Amélioration entre le chemin n° 1 et la Place communale. 1928.	1 cahier
639.	Détournement du sentier n° 20 et ouverture d'un chemin d'accès au cimetière. 1928. Présence d'un plan.	1 chemise
640.	Élargissement du chemin « du bas de la place », cadastré section B, n° 164 ^f , 164 ^g et 164 ^h . 1928. Présence de deux plans.	1 chemise
641.	Amélioration de la rue des Écoles et du boulevard Duvivier. 1928-1929. Présence de plans.	1 liasse
642.	Amélioration du chemin n° 1, dit rue Augustin Berger. 1937.	1 cahier
643.	Réfection extraordinaire des chemins n° 13 et 14. 1937-1942. Présence de deux plans.	1 chemise
644.	Amélioration des chemins n° 12 et 14, dits rues H. Boussingault et D. Cambier, ainsi que de la place communale. 1938-1948. Présence de plans.	1 chemise
645.	Amélioration et égouttage de la rue Albert I ^{er} et sentier n° 22. 1945, 1952. Présence de deux plans.	1 chemises
646.	Amélioration et égouttage des chemins n° 1 et 4. 1946-1957. Présence de plans et du grand-livre des dépenses et recettes du receveur pour l'exercice 1956.	1 liasse
647.	Amélioration et égouttage des chemins n° 1, 2, 6 et 12, ainsi que des sentiers n° 25 et 27. 1952-1968. Présence de plans.	1 liasse
648.	Réfection extraordinaire des chemins n° 4 et 16 ^{bis} , dits rues A. Laurent et E. Dehoux. 1955.	1 chemise

649. Amélioration du chemin de grande communication n° 504 reliant la commune de Forchies à Trazegnies par Piéton et Souvret. 1955-1962. 1 liasse
Présence de plans.
650. Amélioration du chemin n° 14, dit rue Désiré Cambier. 1956-1959. 1 chemise
Présence de plans.
651. Amélioration et égouttage des chemins n° 2, 6 et 12, ainsi que du sentier n° 27, dits rues Joseph Francq, Balestin, Albert I^{er} et de Carnières. 1957-1975. 1 liasse
652. Travaux d'élargissement des chemins n° 1, 4 et 16. 1958-1959. 1 chemise
Présence de plans.
- Suppression du chemin n° 7. 1959.
Consulter le n° 82.
653. Alignement des chemins n° 12, 12^{bis} et 14, ainsi que de la place Musch. 1960. 1 chemise
654. Amélioration et égouttage du Boulevard Duvivier. 1961. 1 chemise
655. Réfection extraordinaire des chemins de Fontaine et de Chapelle, dits rues H. Bouvry et C. Anskens. 1962-1970. 1 chemise
Présence de plans.
656. Amélioration des chemins agricoles. 1964-1972. 1 chemises
657. Pose de la conduite de refoulement de l'Obroecheuil. 1965. 1 chemises
658. Amélioration et égouttage de la Cité de la Case. 1967-1968. 1 chemise
659. Travaux de réfection des rues Langlois, Wansart et Balestin. 1968-1971. 1 chemise
Présence d'un plan.
660. Travaux d'amélioration de la rue Allard Cambier. 1970-1973, 1978-1982. 1 liasse
Présence de plans.
661. Travaux d'équipement de la cité, rue Allard Cambier. 1971-1974. 1 liasse
Présence de plans.
662. Avant-projet d'égouttage et d'amélioration du boulevard Dubois Duvivier. 1975. 1 liasse
Présence d'un plan. Compléter avec le n° 664.
663. Travaux d'amélioration et d'égouttage des rues Francq et Albert I^{er}, ainsi que du Chemin de Carnières. 1977-1981. 1 liasse
Présence de plans. Consulter également les n° 86 à 90.

664. Travaux d'amélioration du Boulevard Dubois Duvivier et de la Place
Musch.
1978-1981. 1 liasse
Présence de plans.
665. Travaux d'amélioration de la rue Berger.
1987. 1 chemise
Quatre plans.
666. Cartes hydrographiques relatives à l'égouttage du bassin du Piéton.
1944-1964. 1 chemise
667. Pièces relatives au raccordement à l'égout du bassin de décapage de fils de la
clouterie mécanique de Maurice Navarre.
1957. 3 pièces
668. Procès-verbal et annexes relatifs aux résultats des essais C.B.R. effectués en vue
de l'étude de fondations d'une route.
1959. 1 chemise

3. VOIRIE NATIONALE

- 669-670. Dossiers relatifs à la route nationale n° 6.
1961, 1966, 1973-1974. 2 chemises
669. Décret de la priorité sur toute l'étendue du territoire de la commune.
1961, 1966.
670. Travaux d'aménagement.
1973-1974.
Présence de plans.
671. Dossier relatif aux travaux de construction et d'aménagement de l'autoroute
Bruxelles-Charleroi et au raccordement de la commune à la grande ceinture de
Charleroi.
1960-1975. 1 liasse
Présence de plans.
672. Plans relatif à la traversée de la commune de Piéton par la route du Centre
« RN 309 ».
1977. 2 pièces

D. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU

673. Dossier relatif aux curages du Piéton et de la Haine.
1961-1971. 1 liasse
Présence de plans.
674. Dossier relatif aux nouveaux plans et tableaux descriptifs des cours d'eau.
1962-1969. 1 chemise

E. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. GÉNÉRALITÉS

675. Dossier relatif à la Société de gaz et d'électricité du Hainaut.
1931-1951. 1 chemise

676. Lettre du Ministère des Travaux publics au bourgmestre relative au creusement de tranchées transversales nécessaires à l'établissement de raccordements d'eau, de gaz ou d'électricité.
1948. 1 pièce
677. Dossier relatif à l'Union intercommunale pour l'étude et la gestion des services publics à caractère industriel et commercial.
1949. 1 chemise
- 678-679. Dossiers relatifs à l'Association intercommunale hennuyère du gaz (IHG).
1961-1976. 2 chemises
678. Dossier relatif à la création de l'IHG.
1961.
679. Dossier relatif aux assemblées générales.
1970-1976.
Contient des rapports du conseil d'administration et du collège des commissaires.
- 680-682. Dossiers relatifs à Société intercommunale d'électricité de l'est et du centre du Hainaut (INTERHAINAUT).
1952-1976. 2 chemises et 1 liasse
680. Dossier relatif à l'affiliation et aux modifications des statuts.
1952-1968. 1 chemise
681. Lettres relatives aux travaux publics.
1963-1967. 1 chemise
682. Dossier relatif aux assemblées générales.
1970-1976. 1 liasse
Contient des rapports du conseil d'administration et du collège des commissaires.
683. Dossier relatif à l'Association intercommunale pour l'aménagement du territoire et le développement économique et social des régions de l'est et du sud du Hainaut (ADEC).
1970-1976. 1 chemise
684. Dossier relatif à l'Association intercommunale mixte de gaz du Hainaut (HAINAUTGAZ).
1970-1976. 1 chemise

2. DISTRIBUTION D'EAU

- 685-696. Dossiers relatifs à la Société nationale des distributions d'eau (SNDE).
1940-1975. 3 pièces, 9 chemises et 1 liasse
- 685-687. Plans de repérage des bouches d'incendie.
1940, 1958, 1975. 3 pièces et 1 chemise
685. 1940. 1 pièce
686. 1958. 2 pièces
687. 1975. 1 chemise
- 688-689. Correspondance avec l'administration communale.
1948-1953, 1967-1968. 1 chemise et 1 liasse
688. 1948-1953. 1 chemise
Présence de deux plans terriers, l'un de la commune de Piéton, l'autre de Godarville.
689. 1967-1968. 1 liasse
Présence de plans.

690. Avant-projet relatif à l'apport d'un supplément d'eau à la commune.
1957. 1 chemise
Présence d'un plan.
691. Alimentation de la cité « L'Heureux Foyer ».
1959. 1 chemise
Présence d'un plan.
- 692-693. Travaux d'extension au réseau de distribution d'eau.
1959-1965. 2 chemises
692. Route de Bascoup.
1959.
Présence d'un plan.
693. Rue Noël incorporée à la rue H. Bouvry.
1963-1965.
Présence d'un plan.
694. Déplacement de canalisations de distribution d'eau.
1967. 1 chemise
Présence de 2 plans.
695. Travaux de modifications aux conduites d'eau et déplacement des
bouches d'incendie, aux rues Wansart et Balestin.
1969. 1 chemise
696. Plans du service régional de Trazegnies et environs.
1973-1975. 1 chemise
697. Plan des canalisations d'eau de la commune.
[XX^e siècle]. 1 plan

3. DISTRIBUTION DE GAZ

Consulter le n° 793.

4. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

698. Pièces relatives à la nomination d'Henri-Georges Valois comme garde particulier
des installations électriques de la SA Union Générale Belge d'Électricité.
1950. 3 pièces
- 699-700. Enquêtes de commodo incommodo relative à la Société de Gaz et d'Électricité du
Hainaut.
1954, 1958. 2 chemises
Présence de plans.
699. Installation d'une cabine de distribution électrique.
1954.
Présence de plans.
700. Installation d'un poteau cabine pour distribution basse tension.
1958.
Présence de plans.
701. Plans relatifs à la pose de câbles à haute tension par la SA des Charbonnages de
Monceau-Fontaine de la sous-station du puits n° 10 à Forchies vers la sous-station
du puits n° 17 à Piéton.
[3^e quart du XX^e siècle]. 2 pièces

5. TÉLÉPHONE

- 702-703. Dossiers relatifs à la Régie des télégraphes et téléphones (RTT).
1910-1977. 2 liasses
703. Plans relatifs à la construction de poteaux et pose de lignes
téléphoniques.
1910-1976.
702. Plans du réseau téléphonique.
1969-1977.

6. TRANSPORTS EN COMMUN

- 704-706. Dossiers relatifs à la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB).
1931-1971. 3 chemises
704. Création d'un nouveau chemin d'exploitation du côté de Fontaine-
l'Évêque et suppression de celui aboutissant à la route d'Anderlues.
1931-1961.
Présence d'un plan de la station de Piéton.
705. Vitesse des trains et signalisation aux passages à niveau.
1962.
Présence de plans.
706. Modifications et suppressions de lignes.
1964-1971.
- 707-708. Dossiers relatifs à la Société nationale des chemins de fer vicinaux (SNCV).
1956-1976. 2 chemises
707. Dossier relatif aux modifications et aux suppressions de lignes.
1956-1976.
708. Dossier relatif au litige avec la commune de Forchies-la-Marche
concernant l'entretien et la viabilité de la voirie parcourue par le
service d'autobus.
1967-1970.
Dans ce litige, la commune de Piéton se retrouve lésée par la décision de la SNCV
de supprimer le service d'autobus.

F. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

1. PLANS COMMUNAUX

709. Plan des propriétés appartenant à Antoine Mouchette, Jacques Fauconnier et
consorts.
1897. 1 pièce
710. Plans de la commune.
1966. 4 pièces
711. Plan particulier d'aménagement.
1961-1964. 1 chemise
- 712-714. Plans de secteur de la commune.
[1966]-1974. 3 pièces
712. Zoning industriel.
[1966-1969].

713. Topographie.
1973.
714. Bassins hydrographiques des principaux affluents de la Sambre.
1974.

2. PERMIS DE BÂTIR

715. Registre des demandes d'autorisation de bâtir.
1948-1952. 1 cahier
716. Répertoire chronologique des autorisations de bâtir.
1948-1966. 1 cahier

3. PERMIS DE LOTIR

717. Plan relatif à la vente de parcelles de terrain appartenant à la SA des
Charbonnages de Monceau-Fontaine.
1967. 1 pièce

G. RÉNOVATION URBAINE

718. Dossier relatif à l'assainissement de sites charbonniers désaffectés.
1966-1968. 1 chemise
Présence d'un plan.

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

719. Règlement concernant les congés saisonniers.
1916. 1 pièce
720. Constitution par les communes de Fontaine-l'Évêque, Forchies-la-Marche,
Leernes, Piéton et Souvret d'un fonds intercommunal des mieux doués.
1922. 1 pièce
- 721-723. Dossiers relatifs à l'École ménagère communale.
1950-1971. 3 chemises
721. Dossier personnel de Simone Dehaen-Vandeveld, enseignante.
1950-1971.
722. Pièces relatives aux fournitures.
1960-1961.
723. Pièces relatives à la fermeture de l'École ménagère.
1961-1963.
724. Pièces relatives à l'instauration de la mixité dans l'enseignement primaire.
1974. 3 pièces

B. ORGANISATION

725. Dossier relatif aux cours d'adultes.
1940-1959. 1 chemise

726. Dossier relatif à l'établissement d'un service de surveillance des repas de midi.
1958-1965. 1 chemise
Comprend un relevé nominatif du personnel enseignant pour l'exercice 1965.

C. BÂTIMENTS

Consulter le n° 84.

D. ÉQUIPEMENT

727. Inventaires du mobilier scolaire aux écoles gardienne et primaire.
1941. 1 chemise

E. FINANCES

728. Comptes annuels de l'école communale mixte.
1963-1975. 1 chemise
- 729-731. Dossiers de gestion financière de l'École ménagère communale.
1932-1960. 2 chemises et 1 liasse
729. Budgets annuels.
1934, 1951, 1955-1960. 1 chemise
730. Projets de budgets ordinaires annuels.
1934-1936, 1938-1943, 1945-1950. 1 liasse
731. Comptes annuels.
1932-1936, 1942-1943. 1 chemise

F. OBLIGATION SCOLAIRE

732. Dossier relatif à la population scolaire.
1953-1977. 1 chemise
Comprend des listes d'enfants soumis à l'obligation scolaire.

XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

A. CULTURE

733. Dossier relatif à la bibliothèque communale.
1952-1972. 1 chemise
Présence de deux photographies.
734. Dossier relatif à la culture et aux loisirs.
1956-1969. 1 chemise
735. Dossier relatif à la publication d'une brochure sur la commune de Piéton par le
Cercle archéologique et folklorique de La Louvière et du Centre.
1966-1971. 1 chemise
736. Dossier relatif aux « Journées du citoyen ».
1966-1972. 1 chemise
737. Dossier relatif à l'élaboration d'un inventaire socio-culturel de la province de
Hainaut par le Centre de documentation et de recherche sociales (CEDORES).
1968-1974. 1 chemise

738. Dossier relatif au « Foyer Culturel Régional de Trazegnies ». 1970-1972. 1 chemise

B. SPORTS

739. Dossier relatif à l'organisation d'activités sportives et aux loisirs. 1931-1951. 1 chemise

740-743. Dossiers relatifs à l'organisation d'événements sportifs. 1956-1976. 4 chemises

Présence de plans dans les n° 740 et 741.

740. Football.
1956-1968.

741. Courses cyclistes.
1956-1976.

742. Tir à l'arc.
1960.

743. Balle pelote.
1960-1969.

744. Dossier relatif au recensement des installations sportives. 1959-1971. 1 chemise

745. Dossier relatif aux initiatives sportives. 1970-1972. 1 chemise

C. FÊTES

746. Lettres au bourgmestre relatives à l'organisation de fêtes, de cérémonies et d'activités culturelles. 1932-1934, 1948-1952. 1 chemise

D. TOURISME

747. Pièces relatives à la constitution d'un groupement touristique de la région de Charleroi. 1932. 2 pièces

748. Dossier relatif à la création d'un lac artificiel avec plages et installations appropriées dans la vallée du Piéton, au confluent du ruisseau de Claire-Fontaine. 1953-1954. 1 chemise

749. Règlement intérieur du syndicat d'initiative de la commune. 1959. 1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

A. GÉNÉRALITÉS

750. Dossier relatif au Conseil économique wallon. 1950-1976. 1 liasse

B. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

Consulter le n° 219.

751. Dossier relatif aux recensements agricoles et horticoles.
1944-1949, 1972. 1 chemise
752. Déclarations au Ministère de l'Agriculture des dégâts causés par la tornade
du 17 juin 1966.
1966. 1 chemise

C. ÉLEVAGE

753. Lettres du Ministère de l'Agriculture relatives aux recensements, aux expertises et
aux concours d'animaux d'élevage.
1931-1951. 1 chemise

D. INDUSTRIE ET ARTISANAT

754. Dossier relatif au recensement de l'industrie et du commerce.
1931, 1949. 1 chemise
755. Dossier relatif aux charbonnages de Monceau-Fontaine et de Mariemont-Bascoup.
1930-1934, 1948-1953. 1 chemise
756. Registre de l'artisanat.
1949-1960. 1 volume
757. Dossier relatif à la Société coopérative d'étude et d'assistance pour la
reconversion économique des régions touchées par les fermetures de
charbonnages (SOCOREC).
1961-1966. 1 chemise
Présence d'un plan.
758. Dossier relatif au dynamitage du puits n° 6 des Charbonnages du Centre.
1963. 1 chemise
759. Dossier relatif au recensement des bâtiments industriels désaffectés.
1963. 1 chemise
760. Dossier relatif à l'Association pour la promotion et la coordination des
investissements industriels en Hainaut (APCIH).
1971-1976. 1 chemise
761. Dossier relatif aux ventes de biens de charbonnages.
1972-1973. 1 chemise
762. Dossier relatif à l'Administration des mines.
1973-1976. 1 chemise

E. COMMERCE

763. Dossier relatif aux cartes de commerçant ambulant.
1949-1976. 1 liasse
764. Registre des demandes de carte de commerçant ambulant.
1959-1971. 1 volume

765. Lettres de commerçants au bourgmestre relatives au repos hebdomadaire.
1961-1967. 1 chemise

766. Dossier relatif aux marchés hebdomadaires.
1965-1975. 1 chemise

F. CIRCULATION

767. Recensement des voitures automobiles, camions et camionnettes.
1963. 1 chemise

XV. AFFAIRES SOCIALES

A. AFFAIRES SOCIALES

1. GÉNÉRALITÉS

768. Dossier relatif aux secours en faveur des victimes des accidents du travail.
1890-1901. 1 chemise

769. Dossier relatif au Comité régional d'aide aux Ardennes martyres.
1945. 1 chemise

770-773. Dossiers relatifs aux œuvres.
1949-1976. 2 chemises et 2 liasses

Ces dossiers concernent une grande diversité d'œuvres, telles que des mouvements laïcs ou confessionnels, des œuvres de bienfaisance, d'assistance aux démunis ou aux invalides, des associations de préservation sanitaire et de lutte contre le cancer, etc.

770. 1949-1960. 1 chemise

771. 1962-1966. 1 liasse

772. 1967-1971. 1 liasse

773. 1972-1976. 1 chemise

774. Dossier relatif aux secours en faveur des victimes de la catastrophe minière du
puits n° 6 des Charbonnages de Mariemont-Bascoup.
1950. 1 chemise

775. Listes des souscriptions en faveur des victimes de la catastrophe de Marcinelle.
1956. 1 chemise

2. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

a. Prise en charge des chômeurs, placement

776. Dossier relatif au Fonds intercommunal de chômage.
1931-1949. 1 chemise

777. Dossier relatif au Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs.
1947-1948. 1 chemise

b. Aide familiale, primes de naissance

778. Dossier relatif à l'octroi de prêts matrimoniaux aux jeunes foyers.
1970-1976. 1 chemise

c. Aide sociale à l'enfance et à la jeunesse

779. Dossier relatif à l'Œuvre nationale de l'enfance (ONE).
1926-1930, 1949-1951, 1968. 1 chemise

d. Aide aux personnes âgées

780. Registre des bénéficiaires de la pension de vieillesse.
1921-1963. 1 volume

781. Dossier relatif aux pensions des ouvriers mineurs.
1932-1934. 1 chemise

782. Dossier relatif aux pensions et à la prévoyance sociale.
1949. 1 chemise

783-784. Registres des demandes de prestations.
1964-1976. 2 cahiers

783. Travailleurs indépendants.
1964-1970.

784. Pensions sociales et revenu garanti aux personnes âgées.
1971-1976.

e. Aide aux personnes handicapées

785. Pièces relatives aux estropiés et aux mutilés.
1949-1951. 2 pièces

786. Dossier relatif aux aliénés.
1957-1969. 1 chemise

787. Dossier relatif aux autorisations d'utiliser une canne blanche.
1963-1972. 1 chemise

f. Logements sociaux

Consulter le n° 6.

788-797. Dossiers relatifs à la société coopérative « L'Heureux Foyer ».
1949-1958. 8 chemises et 2 liasses

788. Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à
la constitution d'une société d'habitations à bon marché.
1949, 1952, 1956. 1 chemise

789. Lettres relatives à la construction de logements à bon marché.
1949-1958. 1 chemise

790-797. Dossiers relatifs à la Cité Laurent.
1957-1977. 6 chemises et 2 liasses
Présence de plans dans tous les dossiers, à l'exception du n° 796.

790. Avant-projet d'implantation de maisons ouvrières et d'extension des
écoles primaires et gardiennes.
1957-1958. 1 liasse

791. Travaux d'égouttage et de voirie.
1959. 1 chemise

792.	Construction de 28 logements, rue Laurent. 1965-1968.	1 chemise
793.	Extension des conduites de distribution de gaz. 1967-1968.	1 chemise
794.	Construction de 20 garages, rue Laurent. 1968-1969.	1 chemise
795.	Construction de 30 logements, rue Laurent. 1970.	1 liasse
796.	Rapports d'activités. 1973-1977.	1 chemise
797.	Dossier relatif à l'acquisition d'un terrain appartenant à la commune. 1976-1977.	1 chemise

B. RÈGLEMENTATION DU TRAVAIL

798-807.	Attestations d'activité. 1962-1975.	10 chemises
798.	Coiffeur. 1962.	
799.	Menuisier-charpentier. 1962.	
800.	Entrepreneur de peinture. 1963.	
801.	Plafonneur-cimentier. 1963.	
802.	Maçons et tailleurs de pierre. 1965.	
803.	Mécanicien de cyclomoteur. 1965.	
804.	Négociant en combustibles solides. 1966.	
805.	Entrepreneur-carreleur. 1969.	
806.	Installateur-électricien. 1969.	
807.	Tapissier-poseur de revêtements des murs et du sol. 1975.	

XVI. TUTELLE COMMUNALE SUR LA FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA PAROISSE SAINT-JEAN-BAPTISTE

808-810.	Budgets annuels. 1948-1977.	3 chemises
808.	1948, 1950, 1952-1959.	
809.	1960-1969.	
810.	1970-1977.	
811-813.	Comptes annuels. 1949-1975.	3 chemises
811.	1949-1950, 1953-1959.	

812. 1960-1969.
813. 1970-1975.
- 814-815. Pièces relatives aux donations et aux fondations.
1938, 1967. 2 pièces
814. Acte de donation par Maria Libert de trois titres de la « Dette Belge Unifiée ».
1938.
815. Lettre au Conseil communal relative à la fondation de Maria Wansart, veuve de Léopold Lombard.
1967.



6 2 0 8

ISBN 978-94-6391-201-3



9 7 8 9 4 6 3 9 1 2 0 1 3

Illustration de couverture: Plan primitif de la commune de Piéton, section B, 2^e feuille dite « du Village », parcelles 65 à 390, [1830-1834], (AGR, *Cadastre. Plans primitifs*, n° 6018).